



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2024-12-00064 DU 10 DEC. 2024

**Portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2604
du 30 novembre 2016 modifié autorisant l'exploitation d'un parc éolien
sur le territoire de la commune de CHATEAUVILLAIN**

**La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 modifiée et notamment son annexe IV fixant la liste des espèces animales et végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection stricte sur le territoire des États membres de l'Union européenne ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-4, L. 181-14, L. 411-1 et R. 181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2604 du 30 novembre 2016 modifié portant prescriptions pour l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Châteauvillain par la société FE SAINT JULIEN ;

VU le rapport du 27 novembre 2020 faisant état des résultats du suivi environnemental de ce parc éolien ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL du 10 septembre 2024 faisant suite à la visite d'inspection le 27 juin 2024 de ce même parc éolien ;

VU l'absence d'observations de la part de la société FE SAINT JULIEN sur le projet d'arrêté préfectoral lors de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que le rapport du 27 novembre 2020 susvisé indique qu'« *au regard du nombre de cadavres de pipistrelles retrouvés, la mise en place d'un dispositif de bridage permettrait de limiter les cas de collisions et de barotraumatisme* » ;

CONSIDÉRANT que la visite le 27 juin 2024 par l'inspection des installations classées a permis de constater l'absence d'un bridage du parc éolien qui aurait permis - au cours des années précédentes - de limiter la mortalité des chiroptères ;

CONSIDÉRANT la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 susvisée par le parc éolien exploité par la société FE SAINT JULIEN à CHATEAUVILLAIN ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L. 411-1 du Code de l'environnement, la préservation du patrimoine naturel justifie la conservation d'espèces animales non domestiques telles que les chiroptères dont la mortalité est occasionnée (sur la zone d'implantation d'un parc éolien) par collision et barotraumatisme ;

CONSIDÉRANT que les chiroptères sont des espèces protégées en application de l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'impact sur la population de chiroptères du parc éolien exploité par la société FE SAINT JULIEN à CHATEAUVILLAIN justifie la mise en place de mesures de bridages destinées à prévenir sa mortalité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du Code de l'environnement stipule que « *l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 [...] à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositifs n'est pas assuré par l'exploitation des prescriptions préalablement édictées* » ;

CONSIDÉRANT que les dispositions complémentaires doivent être fixées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Marne ;

ARRÊTE

Article 1 : Domaine d'application

La société FE SAINT JULIEN - dont le siège social se situe 5 rue HORUS – 59491 VILLENEUVE d'ASCQ - est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHATEAUVILLAIN.

Article 2 : Bridage en faveur des Chiroptères

La société FE SAINT JULIEN procède au bridage du parc éolien lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Du 15 mai au 15 septembre,
- Par vent de vitesse inférieure à 5,5 m/s,
- Par température supérieure à 10°C,
- Lorsqu'il ne pleut pas.

Article 3 : Voies de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54 000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 4 : Notification et publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de CHATEAUVILLAIN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Une copie du présent arrêté sera affiché pendant une durée d'un mois minimum en mairie de CHATEAUVILLAIN.

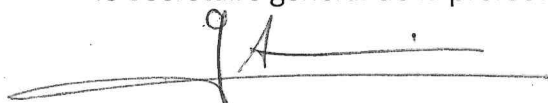
Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FE SAINT JULIEN et dont une copie sera transmise au maire de CHATEAUVILLAIN.

Fait à Chaumont, le 10 DEC. 2024

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'G. THIRARD', written over a horizontal line.

Guillaume THIRARD